

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 31 mars 2000, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "fixant les modalités et la procédure du dépôt de la caution visée à l'article 19 de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage", a donné le 5 juillet 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 31 maart 2000 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "tot vaststelling van de modaliteiten en de procedure van de waarborgstelling bedoeld in artikel 19 van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten", heeft op 5 juli 2000 het volgende advies gegeven :

Observations générales

1. L'article 19, § 1er, alinéa 3, de la loi du 10 avril 1990 "sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage" (1), qui sert de fondement légal au projet, dispose :

"En caution (2) du paiement des amendes administratives, les entreprises de gardiennage et les entreprises de sécurité, comportant moins de cinq personnes visées à l'article 6 de la présente loi, tiennent à la disposition du fonds des entreprises de gardiennage, des entreprises de sécurité, des services internes de gardiennage et des détectives privés, une somme de 500.000 francs et les autres entreprises une somme de 1.000.000 de francs ou elles fournissent une garantie bancaire réalisable d'un montant équivalent aux sommes précitées. Le Ministre de l'Intérieur en (3) définit les modalités et la procédure de ce dépôt en caution."

-
- (1) L'article 19, § 1er, alinéa 3, a été introduit par la loi du 9 juin 1999 "modifiant la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, les entreprises de sécurité et les services internes de gardiennage", publiée au Moniteur belge du 29 juillet. Saisi d'une demande d'avis dans un délai ne dépassant pas trois jours, la section de législation du Conseil d'Etat a donné le 5 février 1999 l'avis n° L. 28.788/2 dans lequel elle constatait que le dossier n'était pas en état d'être examiné et attirait néanmoins l'attention de l'auteur du projet sur deux observations relatives au respect de l'article 22 de la Constitution.
- (2) C'est à tort que le terme caution est utilisé. Il eut fallu écrire : "En garantie du paiement des amendes administratives ..." ou "Pour sûreté du paiement des amendes administratives ...".
- (3) La présence du mot "en" résulte manifestement d'une erreur, comme l'atteste la version néerlandaise du texte.

.../...

Plusieurs questions se posent quant à l'étendue de l'habilitation conférée au Ministre de l'Intérieur (1).

a) L'article 19, § 1er, alinéa 3, seconde phrase, mentionne, de manière peu claire, "les modalités et la procédure de ce dépôt en caution". Faut-il en déduire que ne serait visé que le cautionnement et non la garantie bancaire ?

Les mots "dépôt en caution" se trouvaient déjà dans l'avant-projet devenu la loi du 9 juin 1999, précitée, qui ne prévoyait que le cautionnement et non la garantie bancaire. C'est à la suite d'un amendement que la première phrase de l'article 19, § 1er, alinéa 3, a été complétée par les mots "ou elles fournissent une garantie bancaire réalisable d'un montant équivalent aux sommes précitées" (2). Le législateur n'a cependant pas adapté le reste du projet à cette modification.

-
- (1) Il n'appartient pas à la section de législation du Conseil d'Etat, dans le cadre de l'examen du texte en projet, d'apprécier la validité de l'habilitation conférée au Ministre de l'Intérieur par l'article 19, § 1er, alinéa 3, de la loi du 10 avril 1990 précitée. Pour l'avenir, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait qu'une délégation directe de la loi à un ministre n'est éventuellement admissible que si elle porte sur des mesures de détail, secondaires ou complémentaires, nécessaires pour l'exécution d'une réglementation (Cf. avis n° L. 27.525/4 donné par la section de législation du Conseil d'Etat le 27 mai 1998 sur un avant-projet devenu la loi du 3 mai 1999 relative au transport de choses par route).
- (2) Amendement n° 3 de M. VANDENBOSSCHE et consorts, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 1998-1999, n° 2027/2, p. 2 et Rapport fait au nom de la Commission de l'intérieur, des affaires générales et de la fonction publique par M. Willy CORTOIS, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 1998-1999, n° 2027/3, p. 12.

L'on peut admettre que l'article 19, § 1er, alinéa 3, soit interprété comme habilitant le Ministre de l'Intérieur à fixer également les modalités et la procédure de la garantie bancaire. D'ailleurs, le terme "waarborg - stelling", utilisé dans la version néerlandaise, peut être traduit par "constitution de garantie" et, dès lors, s'appliquer à la fois au cautionnement et à la garantie bancaire, tout comme le terme "waarborg" utilisé au début de l'alinéa.

b) La loi du 10 avril 1990, précitée, et ses travaux préparatoires ne fournissent pas beaucoup de précisions sur ce que recouvrent exactement les notions de "modalités et procédure" appliquées au cautionnement ou à la garantie bancaire. L'Exposé des motifs indique seulement que :

"L'autorité compétente ne peut percevoir (une partie du) cautionnement que dans le cadre et suivant les conditions prévues dans cet article. En pareil cas, l'entreprise est tenue de compléter proportionnellement le cautionnement. La manière de procéder est définie par le ministre de l'Intérieur." (1).

2. Les articles 2 et 4 du projet semblent avoir eu pour objectif de répondre à la préoccupation suivante : dès lors que l'on ne peut logiquement exiger que les garanties soient fournies avant que l'entreprise n'ait obtenu son autorisation ou son agrément, comment s'assurer que ces

(1) Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess ord. 1998-1999, n° 2027/1, p. 14.

garanties seront effectivement fournies une fois l'autorisation ou l'agrément obtenu ?

Cette question aurait pu être résolue sans difficulté avant la modification de la loi du 10 avril 1990 par la loi du 9 juin 1999. En effet, en cas de non-respect des dispositions de la loi ou de ses arrêtés d'exécution, par exemple, en cas de non-constitution de la garantie, l'autorisation et l'agrément pouvaient être retirés ou suspendus pour une durée maximale de six mois. Actuellement, ces sanctions ne peuvent plus être infligées que si l'entreprise de gardiennage ou de sécurité ne contrôle pas correctement son personnel (1).

Dès lors, pour réaliser le but poursuivi par l'auteur du projet, une modification législative serait indispensable, soit pour rétablir la sanction malencontreusement supprimée par la loi du 9 juin 1999, soit pour prévoir que l'autorisation ou l'agrément n'entre en vigueur qu'à partir du moment où la garantie a été fournie (2).

-
- (1) La suppression de la possibilité de retirer ou de suspendre l'agrément en cas de non-respect des dispositions de la loi ou de ses arrêtés d'exécution ne semble pas résulter de la volonté du législateur, mais d'une erreur dans la rédaction de la loi du 9 juin 1999.
- (2) Dans ce sens, voir l'article 13, § 3, du décret de la Région wallonne du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

.../...

Observations particulières

Intitulé

L'intitulé suivant est suggéré afin de correspondre davantage au contenu du projet :

"Arrêté ministériel relatif au cautionnement et à la garantie bancaire visés à l'article 19 de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage.".

Préambule

Alinéa 1er

L'arrêté en projet trouve son fondement dans le paragraphe 1er de l'article 19 de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage, non dans le paragraphe 4 de ce même article. Il convient donc de ne pas viser ce dernier paragraphe.

Ne seront citées que les modifications apportées à la disposition qui constitue le fondement juridique du projet. Dès lors, on écrira :

"Vu la loi du 10 avril 1990 ..., notamment l'article 19, § 1er, modifié par la loi du 9 juin 1999;".

.../...

Dispositif

Il est suggéré d'adopter la structure suivante, sans ajouter de subdivisions aux chapitres :

Chapitre premier. Définitions (article 1er).

Chapitre II. Constitution de la garantie (articles 3 et 5).

Chapitre III. Reconstitution de la garantie (article 6, §§ 2 et 3).

Chapitre IV. Variation du montant de la garantie (articles 7 et 10).

Chapitre V. Remboursement du cautionnement (articles 8 et 9).

Chapitre VI. Dispositions transitoire et finale (articles 11 et 12).

*

* *

Au regard du grand nombre d'endroits où il est fait usage de l'expression "Ministère de l'Intérieur, Direction générale de la Police générale du Royaume", mieux vaut utiliser les mots "le ministre".

*

* *

.../...

Article 1er

1. Il convient de rédiger les mots introductifs de l'énumération comme suit :

"Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il convient d'entendre par :".

2. Dans le 1°, il convient de citer la loi du 10 avril 1990, précitée, sans mentionner certaines modifications apportées à cette loi. Procéder autrement aurait pour effet de renvoyer à cette loi dans une version figée, telle qu'elle est modifiée par les modifications citées (1).

La même observation vaut pour les annexes, ainsi que pour le 2°, en ce qui concerne la citation de la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé.

3. Dans le 3°, il convient de citer la loi du 22 mars 1993 avec son intitulé exact, soit "loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit".

(1) Du reste, les modifications qui sont citées ne sont pas les seules à avoir été apportées à la loi du 10 avril 1990. Cette loi a, en effet, été modifiée par les lois des 19 juillet 1991, 18 juillet 1997, 17 novembre 1998, 19 avril 1999 et 9 juin 1999, ainsi que par les arrêts de la Cour d'arbitrage n^{os} 124/98 et 126/98 du 3 décembre 1998.

4. Il y a lieu d'éviter de faire référence, dans le projet, au fonds des entreprises de gardiennage, des entreprises de sécurité, des services internes de gardiennage et des détectives privés. Mieux vaut faire état du versement (1) du cautionnement sur un compte plutôt que sur le fonds. En effet, nonobstant les termes de l'article 19, § 1er, alinéa 3, de la loi du 10 avril 1990, précitée, un fonds budgétaire n'est pas un compte bancaire qui pourrait recevoir des cautionnements qui devront être restitués un jour aux entreprises de gardiennage et de sécurité (2).

5. Le 4° est inutile. S'il devait, néanmoins, être retenu, il y aurait lieu d'écrire :

"4° garantie : un cautionnement ou une garantie bancaire;".

6. Le 5° définit la notion de caution comme étant une somme d'argent. Juridiquement parlant, une caution est, cependant, une personne. Si l'on veut désigner une somme d'argent remise à titre de nantissement, c'est-à-dire un gage, il y a lieu d'utiliser le mot "cautionnement", comme le fait d'ailleurs l'article 19, § 4, de la loi

(1) et non du dépôt.

(2) Il eut été préférable de prévoir la réception des cautionnements par la Caisse des dépôts et consignations.

du 10 avril 1990, précitée (1). L'ensemble des dispositions du texte en projet sera adapté en conséquence.

7. Au 6°, il n'est pas utile de définir les mots "garantie bancaire" qui sont déjà utilisés dans la loi du 10 avril 1990, précitée. Par contre, il appartient à l'auteur du projet de préciser, à l'article 5, les caractéristiques que doit obligatoirement présenter la garantie bancaire. Ces caractéristiques, que l'on retrouve à l'article 1er, 6°, et à l'annexe 3 du projet, indiquent qu'il s'agit d'une garantie bancaire "autonome" ou "à première demande".

Article 2

Comme en a convenu le fonctionnaire délégué, une telle disposition est inutile et de mauvaise technique législative. Par le fait même de l'article 19, § 1er, alinéa 3, l'entreprise de gardiennage ou de sécurité a l'obligation, sous peine d'amende administrative, de fournir une garantie, et ce indépendamment de tout engagement de sa part.

L'article 2 doit, dès lors, être omis.

(1) Sur ces questions de terminologie, voir l'avis n° L. 26.717/4 donné par la section de législation du Conseil d'Etat le 8 octobre 1997 sur un avant-projet devenu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 mars 1998 "relative à la coordination et à l'organisation des chantiers en voie publique en Région de Bruxelles-Capitale" ainsi que H. DE PAGE, *Traité élémentaire de droit civil belge*, Tome sixième, Bruxelles, Bruylant, n° 832, p. 793 et n° 1035, p. 1024; A. MEINERTZHAGEN-LIMPENS, *v° Cautionnement*, R.P.D.B., Complément V, n°s 1 et s., pp. 135 et s.

Article 3

1. Il est inutile, au début du paragraphe 1er, de préciser que le cautionnement doit être versé lors de l'obtention d'une autorisation comme entreprise de gardiennage ou d'un agrément comme entreprise de sécurité. Cela résulte déjà de la fin de la phrase qui prévoit que le versement doit se faire dans les trente jours de la notification de l'obtention de l'autorisation ou de l'agrément.

2. Dans le paragraphe 2, alinéa 1er, il serait préférable d'écrire "versement" au lieu de "dépôt". Dans le même alinéa, le mot "complète" est superflu.

3. Par ailleurs, le paragraphe 2, alinéa 2, peut être fusionné avec le paragraphe 1er.

Il est, dès lors, suggéré d'écrire :

"Dans les trente jours de la notification de la décision accordant l'autorisation comme entreprise de gardiennage ou l'agrément comme entreprise de sécurité, le cautionnement est versé sur un compte dont le ministre communique le numéro lors de la demande d'autorisation ou d'agrément.".

Article 4

Tout engagement est inutile en ce qui concerne la garantie bancaire, comme en ce qui concerne le cautionnement, puisque cette obligation résulte de la loi.

L'article 4 doit être omis.

Article 5

1. L'article 5 sera fondamentalement revu afin de tenir compte de l'observation 7 formulée sous l'article 1er.

2. Au paragraphe 2, la phrase "L'émission de la garantie bancaire est établie par la signature de l'engagement irrévocable d'un organisme de crédit à émettre une garantie bancaire ..." n'a aucun sens.

Par ailleurs, en principe, un acte unilatéral réceptice, comme celui que constitue une garantie bancaire autonome, produit ses effets au moment où la notification en est faite à son destinataire, en l'espèce, le ministre (1).

(1) Voir notamment C. MARTIN et M. DELIERNEUX, "Les garanties bancaires autonomes", R.P.D.B., Complément VII, n° 56, p. 569.

Il est suggéré de rédiger la seconde phrase du paragraphe 2 de la manière suivante :

"La garantie bancaire produit ses effets à dater de sa notification au ministre."

Article 6

Paragraphe 1er

1. Le paragraphe 1er est inutile. En effet, il résulte déjà explicitement ou implicitement de l'article 19, § 4, de la loi du 10 avril 1990, précitée, et de l'article 4 de l'arrêté royal du 17 décembre 1990 (1) que, lorsque l'amende administrative n'est pas payée dans le délai de trente jours à compter de la date de réception de la lettre recommandée par laquelle est notifiée la décision fixant le montant de l'amende, il peut être fait appel à la garantie, à moins que la personne concernée n'ait introduit un recours contre l'application de l'amende administrative auprès du tribunal de première instance dans ce même délai.

Il n'appartient pas à un arrêté ministériel de remplacer le délai de trente jours prévu par l'arrêté royal du 17 décembre 1990, précité, par un délai de quarante jours.

(1) Arrêté royal du 17 décembre 1990 "concernant les amendes administratives, visées à l'article 19 de la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage".

Il est vrai que l'article 19, § 4, ne vise que le cautionnement et non la garantie bancaire. Tout comme pour l'article 19, § 1er, alinéa 3, seconde phrase, le législateur a oublié d'apporter les modifications rendues nécessaires par l'adoption de l'amendement précité. L'on peut cependant admettre que l'article 19, § 4, soit interprété comme s'appliquant à la fois au prélèvement du montant de l'amende administrative sur le cautionnement et à l'appel à la garantie bancaire.

Paragraphe 2

1. Les mots "Au cas où" seront remplacés par le mot "Lorsque".

2. Le mot "prélève" est inadéquat dès lors que le texte concerne à la fois le cautionnement et la garantie bancaire. Il est suggéré d'écrire :

"... prélève le montant total ou une partie du cautionnement ou fait appel à la garantie bancaire ...".

3. Les mots "dans le cadre et selon les conditions visées à l'article 19, § 4, de la loi" sont inutiles et seront omis.

.../...

4. Dans la deuxième phrase de la version française, il convient d'écrire "invite l'entreprise de gardiennage" au lieu de "prie l'entreprise de gardiennage".

5. In fine, les mots "compléter le montant de la caution à concurrence du montant prélevé" sont inadéquats dès lors que le texte concerne à la fois le cautionnement et la garantie bancaire.

Paragraphe 3

1. Le mot "réapprovisionne" est inadéquat dès lors que le texte concerne à la fois le cautionnement et la garantie bancaire. Il convient de le remplacer par le mot "reconstitue". En ce qui concerne le texte néerlandais, il y a lieu de tenir compte de l'observation formulée dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Il pourrait être utile de préciser dans le projet si l'entreprise qui a initialement versé un cautionnement peut, ou non, compléter la garantie initialement versée par la constitution d'une garantie bancaire, et inversement.

3. L'expression "soit en pourvoyant à la garantie bancaire, d'un montant égal à celui qui a été déduit" ne couvre pas toutes les hypothèses envisageables. Il se peut, notamment, que la banque, plutôt que d'émettre des garanties

.../...

complémentaires lorsque des amendes ont été infligées, préfère, à chaque fois, renouveler la garantie initiale afin d'éviter une multiplication inutile des garanties.

Par ailleurs, mieux vaut utiliser l'expression "fournir une garantie bancaire" plutôt que l'expression "pourvoir à une garantie bancaire".

Article 7

1. Il convient de grouper les articles 7 et 10 dans un chapitre IV intitulé "Variation du montant de la garantie".

Ni l'article 7 ni l'article 10 n'envisagent l'hypothèse d'une diminution du montant de la garantie bancaire. Il y a lieu de combler cette lacune.

2. Il est trop restrictif de viser uniquement l'entreprise qui a initialement fourni une garantie de cinq cent mille francs. En effet, il se peut que l'entreprise concernée ait initialement fourni une garantie d'un million de francs et que cette garantie ait été ultérieurement réduite à cinq cent mille francs suite à une diminution du personnel.

.../...

Il est suggéré d'intégrer la fin de l'alinéa 2 dans l'alinéa 1er et d'écrire de manière plus concise :

"Lorsque l'augmentation du personnel au cours d'une année justifie une augmentation du montant de la garantie conformément aux critères de l'article 19, § 1er, alinéa 3, de la loi, l'entreprise de gardiennage ou de sécurité adapte sa garantie avant le 1er juillet de l'année suivante."

3. L'alinéa 2 appelle des observations similaires à celles formulées aux points 2 et 3, sous l'article 6, § 3. Il se peut que la banque préfère émettre une nouvelle garantie pour un montant d'un million de francs plutôt que de compléter la garantie existante. Par ailleurs, le projet ne précise pas s'il est possible de combiner un cautionnement et une garantie bancaire.

Article 8

1. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle le remboursement du cautionnement ne pourrait être demandé que dans le courant du septième mois qui suit celui au cours duquel l'autorisation ou l'agrément a pris fin. Mieux vaut prévoir que le remboursement du cautionnement peut être demandé à partir du septième mois qui suit celui au cours duquel l'autorisation ou l'agrément a pris fin.

.../...

2. Il n'est pas nécessaire d'énumérer toutes les causes qui mettent fin à l'agrément. En tout état de cause, le terme "suspension" est inadéquat; il y a lieu de l'omettre et de viser uniquement le retrait (Voir à ce sujet, l'observation n° 5 ci-dessous).

3. Le paragraphe 1er dispose que le remboursement du cautionnement ne peut être demandé si l'application d'une amende administrative est contestée conformément à l'article 19, § 4, de la loi, c'est-à-dire par un recours devant le tribunal de première instance, et qu'un tel recours suspend le remboursement du cautionnement. Ces règles ne se justifient que si le montant de l'amende administrative contestée correspond au solde du cautionnement. Dans le cas contraire, seul peut être suspendu le remboursement de la partie du cautionnement correspondant à l'amende litigieuse, augmentée éventuellement d'une provision pour les frais de justice.

4. Dans le paragraphe 2, alinéa 1er, il convient de faire précéder chaque élément énuméré par un article défini. La même observation vaut pour l'article 10, alinéa 3.

5. Le paragraphe 2, alinéa 1er, 2e tiret, mentionne "l'arrêté ministériel retirant l'autorisation ou l'agrément". Lorsqu'il s'agit d'une demande émanant de l'entreprise de gardiennage ou de sécurité, une certaine confusion règne dans les termes utilisés. Les articles 2, § 1er, ali-

.../...

née 5, et 4, alinéa 3, de la loi du 10 avril 1990, précitée, font état d'une abrogation, alors que l'article 10bis de l'arrêté royal du 24 mai 1991 fixant les règles de procédure de la suspension ou du retrait des autorisations ou des agréments prévus par la loi du 10 avril 1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage (1) utilise les termes "retrait" et "arrêté de retrait". L'on peut, dès lors, admettre que les mots "arrêté ministériel retirant l'autorisation ou l'agrément" visent à la fois le retrait résultant d'une sanction et le retrait à la demande de l'entreprise de gardiennage ou de sécurité.

6. Dans le paragraphe 2, alinéa 2, il convient d'écrire "qui doit être remboursé" au lieu de "qui peut être remboursé".

7. Le paragraphe 2, alinéa 2, dispose que le montant remboursé est égal au montant "de la caution initiale versée (l'on écrira simplement "du cautionnement", c'est-à-dire du cautionnement existant au moment de la demande de remboursement), déduction faite des éventuelles amendes administratives imposées".

(1) L'article 10bis a été inséré par l'arrêté royal du 27 janvier 2000.

En réalité, trois situations différentes peuvent se présenter :

- 1° une amende administrative a été infligée et un recours à été introduit; dans ce cas, l'on se trouve dans l'hypothèse visée au paragraphe 1er;
- 2° une amende a été infligée plus d'un mois avant la demande de remboursement et aucun recours n'a été introduit; dans ce cas, le montant de l'amende aura normalement déjà été prélevé par l'Etat de sorte que le solde restant peut être intégralement remboursé;
- 3° une amende a été infligée moins d'un mois avant la demande de remboursement; dans ce cas, il y a lieu d'attendre l'écoulement du délai de recours.

Si un recours est introduit, l'on retombe dans l'hypothèse visée au paragraphe 1er. Si aucun recours n'est introduit, le cautionnement sera restitué, déduction faite du montant de l'amende.

En conséquence, l'article 8, § 2, alinéa 2, sera modifié afin de fournir les précisions nécessaires.

8. La rédaction de l'article 8 peut être améliorée. Sous réserve des observations de fond qui précèdent, il est suggéré d'écrire le début de l'article 8, § 1er, comme suit :

"Art. § 1er. L'entreprise de gardiennage ou de sécurité peut demander le remboursement du cautionnement à partir du

.../...

septième mois qui suit celui au cours duquel l'autorisation ou l'agrément a pris fin, ...".

Le début du paragraphe 2 sera rédigé comme suit :

"§ 2. La demande est adressée par lettre recommandée au ministre et contient les renseignements et le document suivants ...".

Article 10

1. Il est renvoyé à l'observation n° 1 faite sous l'article 7.

2. Le remboursement partiel du cautionnement doit pouvoir être demandé non seulement lorsque le versement initial s'élevait à un million de francs, mais également dans tous les cas où son montant est supérieur à cinq cent mille francs au moment où le nombre de personnes visées à l'article 6 de la loi passe en dessous de cinq.

En outre, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas l'utilité d'exiger que l'entreprise de gardiennage ou de sécurité, qui souhaite obtenir la réduction de son cautionnement, introduise sa demande avant l'expiration d'un délai déterminé. Même si la demande est formulée longtemps après la diminution du personnel, il n'y a aucune raison de ne pas y faire droit.

.../...

Il est, dès lors, suggéré de rédiger l'article 10 de manière concise comme suit :

"Art. Lorsque la diminution du personnel au cours d'une année justifie une diminution du montant de la garantie conformément aux critères de l'article 19, § 1er, alinéa 3, de la loi, l'entreprise de gardiennage ou de sécurité peut demander, à partir du 1er janvier de l'année suivante, la réduction de son cautionnement à un montant de cinq cent mille francs.

La demande est adressée par lettre recommandée au ministre et contient les renseignements et le document suivants :

(...)

3° le numéro du compte sur lequel peut être versé le montant du cautionnement qui excède cinq cent mille francs.".

Article 11

1. Les mots "accordé par le Ministre de l'Intérieur" sont à omettre.

.../...

2. Il est suggéré d'écrire :

"... fournissent leur garantie avant la fin de l'année qui suit celle au cours de laquelle le présent arrêté entre en vigueur ...".

Article 12

Il n'y a aucune raison de déroger à la règle habituelle d'entrée en vigueur des arrêtés ministériels. L'article 12 sera, dès lors, omis.

Observations finales

La rédaction du texte doit être améliorée dans un souci de respect des règles de légistique formelle (1).

On sera, notamment, attentif au respect des règles qui suivent.

1. Il convient de ne pas diviser un article en paragraphes si aucun de ces derniers ne comporte plusieurs alinéas.
2. La division d'un alinéa, en vue de marquer une énumération, se fait par la numérotation "1°", "2°", etc., non par la simple indication de tirets.

(1) Voir, à cet égard, la circulaire de légistique formelle publiée sur le site du Conseil d'Etat, dont l'adresse est : <http://raadvt-consetat.fgov.be/>.

3. Dans les énumérations, les différents éléments énumérés sont à faire suivre par un point-virgule, sauf le dernier d'entre eux, qui est à faire suivre par un point.
4. Lorsqu'un article du projet est cité dans le texte, il convient de ne pas faire suivre le numéro de cet article par les mots "du présent arrêté".
5. Il convient de formuler les obligations à l'indicatif présent, au lieu de faire usage du futur ou de la formulation "doit ...".
6. Il convient d'éviter un usage abusif des majuscules. C'est ainsi, par exemple, que lorsque l'on cite le titulaire d'une fonction de manière générale, c'est-à-dire sans désigner la personne qui exerce celle-ci, il convient de faire usage d'une minuscule (1) (comme par exemple à l'article 11, où il convient d'écrire "ministre").

(1) C. LAMBOTTE, Technique législative et codification, Bruxelles, E. Story-Scientia, 1988, pp. 102 et 103.

Algemene opmerkingen

1. Artikel 19, § 1, derde lid, van de wet van 10 april 1990 "op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten" (1), dat de rechtsgrond vormt van het ontwerp, bepaalt het volgende :

"Als waarborg (2) tot betaling van de administratieve geldboete, storten de bewakingsondernemingen en de beveiligingsondernemingen met minder dan vijf personen bedoeld in artikel 6 van deze wet een som van 500 000 frank en de andere ondernemingen een som van 1 000 000 frank aan het fonds voor bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen, de interne bewakingsdiensten en de privé-detectives of voorzien zij in een uitvoerbare bankwaarborg ten belope van dezelfde sommen. De Minister van Binnenlandse Zaken

(1) Artikel 19, § 1, derde lid, is ingevoegd bij de wet van 9 juni 1999 "tot wijziging van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten", bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 29 juli. Op 5 februari 1999 heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State, die om een advies binnen drie dagen was verzocht, advies nr. L. 28.788/2 uitgebracht, waarin ze vaststelde dat het dossier niet in zoverre gereed was dat het kon worden onderzocht en niettemin de aandacht van de steller van het ontwerp op twee opmerkingen gevestigd heeft in verband met de naleving van artikel 22 van de Grondwet.

(2) In de Franse tekst wordt ten onrechte de term "caution" gebruikt. Men had moeten schrijven : "En garantie du paiement des amendes administratives ..." of "Pour sûreté du paiement des amendes administratives ...".

bepaalt de modaliteiten en de procedure van deze waarborgstelling (1).".

Er rijzen verscheidene vragen in verband met de strekking van de aan de Minister van Binnenlandse Zaken verleende machtiging (2).

a) In artikel 19, § 1, derde lid, tweede zin, van de Franse tekst staat de vrij vage formulering "les modalités et la procédure de ce dépôt en caution". Moet uit deze formulering worden afgeleid dat deze zin alleen slaat op "le cautionnement" en niet op "la garantie bancaire"?.

De woorden "dépôt en caution" stonden reeds in het voorontwerp dat de genoemde wet van 9 juni 1999 is geworden, waarin alleen sprake was van "le cautionnement" en niet van

(1) Wat de Franse tekst betreft, wordt voor de redactie van deze zin verwezen naar de opmerking gemaakt in de Franse versie van dit advies.

(2) Het staat niet aan de afdeling wetgeving van de Raad van State om in het kader van het onderzoek van de ontworpen regeling de geldigheid te beoordelen van de machtiging die bij artikel 19, § 1, derde lid, van de genoemde wet van 10 april 1990 aan de Minister van Binnenlandse Zaken is verleend. Voor de toekomst wordt de aandacht van de steller van het ontwerp gevestigd op het feit dat een rechtstreekse delegatie van de wet aan een minister alleen dan eventueel kan worden aanvaard als die bevoegdheid verband houdt met maatregelen inzake detailkwesties van ondergeschikt belang of van aanvullende aard, die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van een regeling (Cf. advies nr. L. 27.525/4 uitgebracht door de afdeling wetgeving van de Raad van State op 27 mei 1998 over een voorontwerp dat de wet van 3 mei 1999 betreffende het vervoer van zaken over de weg is geworden).

"la garantie bancaire". Als gevolg van een amendement is de eerste zin van artikel 19, § 1, derde lid, aangevuld met de woorden "ou elles fournissent une garantie bancaire réalisable d'un montant équivalent aux sommes précitées" (1). De wetgever heeft de rest van het ontwerp echter niet aan die wijziging aangepast.

De uitlegging luidens welke artikel 19, § 1, derde lid, de Minister van Binnenlandse Zaken tevens machtigt de modaliteiten en de procedure van de bankwaarborg vast te stellen, is aannemelijk. De term "waarborgstelling (lees : borgstelling)" kan trouwens vertaald worden door "constitution de garantie" en bijgevolg tegelijkertijd van toepassing zijn op "le cautionnement" en "la garantie bancaire", net zoals de term "waarborg" gebruikt aan het begin van het lid.

b) Noch in de genoemde wet van 10 april 1990, noch in de parlementaire voorbereiding daarvan wordt nader aangegeven wat de begrippen "modaliteiten en procedure" die van toepassing zijn op de waarborg of de bankwaarborg juist omvatten. In de memorie van toelichting staat alleen het volgende :

(1) Amendement nr. 3 van de heer VANDENBOSSCHE c.s., Gedr. St., Kamer, G.Z. 1998-1999, nr. 2027/2, blz. 2 en Verslag namens de Commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt, uitgebracht door de heer Willy CORTOIS, Gedr. St., Kamer, G.Z. 1998-1999, nr. 2027/3, blz. 12

"De bevoegde overheid kan (een gedeelte van) de waarborgsom uitsluitend in het kader van en volgens de voorwaarden voorzien in dit artikel in beslag nemen. In dit geval zal de onderneming de waarborgsom evenredig moeten aanvullen. De wijze waarop dit geschiedt, wordt door de minister van Binnenlandse Zaken bepaald." (1).

2. Het doel van de artikelen 2 en 4 van het ontwerp lijkt te zijn geweest het volgende probleem te verhelpen : hoe kan ervoor worden gezorgd dat, aangezien niet redelijkerwijze kan worden geëist dat de waarborgen worden verstrekt voordat de onderneming een vergunning heeft gekregen of erkend is, die waarborgen daadwerkelijk verstrekt worden zodra de onderneming de vergunning heeft gekregen of erkend is.

Die kwestie had gemakkelijk opgelost kunnen worden vóór de wijziging van de wet van 10 april 1990 bij de wet van 9 juni 1999. In geval van niet-naleving van de bepalingen van de wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan, bijvoorbeeld wanneer de waarborg niet werd verstrekt, konden de vergunning of de erkenning worden ingetrokken of geschorst voor maximaal zes maanden. Thans kunnen die sancties alleen nog maar worden opgelegd wanneer de bewakings- of

(1) Memorie van toelichting, Gedr. St., Kamer, G.Z. 1998-1999, nr. 2027/1, blz. 14

beveiligingsonderneming niet behoorlijk toeziet op haar personeel (1).

Om te bereiken wat de steller van het ontwerp voor ogen heeft, zou dan ook een wetswijziging nodig zijn, ofwel om de sanctie die ongelukkigerwijze is afgeschaft bij de wet van 9 juni 1999, opnieuw in te voeren, ofwel om te bepalen dat de vergunning of de erkenning pas van kracht wordt zodra de waarborg is verstrekt (2).

Bijzondere opmerkingen

Opschrift

Het volgende opschrift, dat nauwer aansluit bij de inhoud, wordt voorgesteld :

"Ministerieel besluit betreffende de waarborg en de bankwaarborg genoemd in artikel 19 van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten.".

(1) De afschaffing van de mogelijkheid om de erkenning in te trekken of te schorsen in geval van niet-naleving van de bepalingen van de wet of van de uitvoeringsbesluiten ervan, lijkt niet het gevolg te zijn geweest van de wil van de wetgever, maar van een fout in de redactie van de wet van 9 juni 1999.

(2) Zie in die zin, artikel 13, § 3, van het decreet van het Waalse Gewest van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen

Aanhef

Eerste lid

Het ontworpen besluit ontleent zijn rechtsgrond aan paragraaf 1 van artikel 19 van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten, en niet aan paragraaf 4 van dat artikel. Naar laatstgenoemde paragraaf hoeft dus niet verwezen te worden.

Alleen de wijzigingen die aangebracht zijn in de bepaling die de rechtsgrond vormt van het ontwerp hoeven te worden vermeld. Men schrijve bijgevolg :

"Gelet op de wet van 10 april 1990 ..., inzonderheid op artikel 19, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 juni 1999;".

Dispositief

Voorgesteld wordt de volgende structuur aan te nemen, en de hoofdstukken niet onder te verdelen :

Hoofdstuk I. Definities (artikel 1)

Hoofdstuk II. Borgstelling (artikelen 3 en 5)

Hoofdstuk III. Wederaanvulling van de waarborg (artikel 6, §§ 2 en 3).

.../...

Hoofdstuk IV. Wijziging van het bedrag van de waarborg
(artikelen 7 en 10)

Hoofdstuk V. Terugbetaling van de waarborgsom (arti-
kelen 8 en 9)

Hoofdstuk VI. Overgangs- en slotbepaling (artikelen 11
en 12).

*

* *

Gezien het groot aantal keren dat de benaming
"Ministerie van Binnenlandse Zaken, Algemene Directie van de
Algemene Rijkspolitie (lees : Directoraat-generaal Algemene
Rijkspolitie) in de tekst voorkomt, zou het beter zijn ze te
vervangen door de woorden "de minister".

*

* *

Artikel 1

1. De formulering waarmee de opsomming wordt
ingeleid, behoort als volgt te worden gesteld :

.../...

"Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :".

2. In onderdeel 1° behoort de genoemde wet van 10 april 1990 vermeld te worden zonder opgave van een aantal wijzigingen die daarin zijn aangebracht. Zo niet zou naar een vaste versie van die wet verwezen worden, namelijk die zoals ze is gewijzigd bij de genoemde wijzigingen (1).

Dezelfde opmerking geldt voor de bijlagen en voor onderdeel 2° wat de verwijzing naar de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective betreft.

3. In onderdeel 3° behoort in de Franse tekst het juiste opschrift van de wet van 22 maart 1993 te worden vermeld, namelijk "loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit".

4. Men vermijde in het ontwerp te verwijzen naar het fonds voor de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen, de interne bewakingsdiensten en de privé-detectives. Het zou beter zijn te spreken van een

(1) De genoemde wijzigingen zijn overigens niet de enige wijzigingen die in de wet van 10 april 1990 zijn aangebracht. De betrokken wet is immers gewijzigd bij de wetten van 19 juli 1991, 18 juli 1997, 17 november 1998, 19 april 1999 en 9 juni 1999, alsook bij de arresten nrs. 124/98 en 126/98 van 3 december 1998 van het Arbitragehof.

waarborgsom die op een rekening wordt gestort (1) in plaats van in het fonds. Niettegenstaande de bewoordingen van artikel 19, § 1, derde lid, van de genoemde wet van 10 april 1990, is een begrotingsfonds immers geen bankrekening waarop waarborgsommen kunnen worden gestort die ooit aan de bewakings- en beveiligingsondernemingen moeten worden teruggegeven (2).

5. Onderdeel 4° is overbodig. Mocht het toch gehandhaafd worden, zou het beter zijn te schrijven :

"4° waarborg : een waarborgsom of een bankwaarborg;".

6. In de Franse tekst wordt in onderdeel 5° het begrip "caution" gedefinieerd als een geldsom. Juridisch gezien is een "caution" echter een persoon. Indien men het wil hebben over een geldsom die in onderpand wordt gegeven, namelijk een "gage", behoort de term "cautionnement" te worden gebruikt, zoals trouwens geschiedt in

(1) In het Frans schrijve men "versement", en niet "dépôt".

(2) Het ware beter geweest te bepalen dat de waarborgsommen gestort worden in de Deposito- en Consignatiekas

artikel 19, § 4, van de genoemde wet van 10 april 1990 (1). De gezamenlijke bepalingen van de ontworpen regeling behoren dienovereenkomstig te worden aangepast.

7. Het heeft geen zin in onderdeel 6° de term "bankwaarborg" te definiëren, aangezien deze reeds gebruikt wordt in de genoemde wet van 10 april 1990. De steller van het ontwerp dient daarentegen in artikel 5 wel de kenmerken op te geven waaraan de bankwaarborg moet voldoen. Die kenmerken, die terug te vinden zijn in artikel 1, 6°, en in bijlage 3 bij het ontwerp, geven aan dat het om een "autonome" bankwaarborg gaat of een "bankwaarborg op eerste verzoek".

Artikel 2

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat deze bepaling overbodig is en uit wetgevingstechnisch oogpunt verkeerd. Krachtens artikel 19, § 1, derde lid, zelf is de bewakings- of de beveiligingsonderneming, op straffe van een

(1) Zie, wat deze terminologische kwesties betreft, advies nr. L. 26.717/4 van de afdeling wetgeving van de Raad van State d.d. 8 oktober 1997 over een voorontwerp dat de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest d.d. 5 maart 1998 is geworden "betreffende de coördinatie en de organisatie van de werken op de openbare weg in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest" alsook H. DE PAGE, *Traité élémentaire de droit civil belge*, Deel 6, Brussel, Bruylant, nr. 832, blz. 793 en nr. 1035, blz. 1024; A. MEINERTZHAGEN-LIMPENS, v° *Cautionnement*, R.P.D.B., Aanvulling V, nrs. 1 e.v., blz. 135 e.v.

administratieve geldboete, verplicht om een waarborg te verstrekken, los van iedere verbinding harentwege.

Artikel 2 moet bijgevolg vervallen.

Artikel 3

1. Het heeft geen zin in het begin van paragraaf 1 te bepalen dat de waarborgsom gestort moet worden wanneer een onderneming een vergunning als bewakingsonderneming krijgt of als beveiligingsonderneming wordt erkend. Dat blijkt reeds uit het einde van de zin waarin wordt bepaald dat de storting moet geschieden binnen dertig dagen nadat de vergunning of de erkenning is verkregen.

2. Het zou beter zijn in de Franse tekst van paragraaf 2, eerste lid, "versement" te schrijven in plaats van "dépôt". In hetzelfde lid is het woord "volledige" overbodig.

3. Paragraaf 2, tweede lid, kan bovendien worden samengevoegd met paragraaf 1.

Er wordt dan ook voorgesteld het volgende te schrijven :

"Binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing waarbij de vergunning als bewakingsonderneming of

.../...

de erkenning als beveiligingsonderneming wordt verleend, wordt de waarborgsom gestort op een rekening waarvan de minister het nummer mededeelt wanneer een vergunning of een erkenning wordt aangevraagd.".

Artikel 4

Iedere verbintenis in verband met de bankwaarborg is, net zoals bij de waarborgsom, overbodig, aangezien die verplichting volgt uit de wet.

Artikel 4 moet vervallen.

Artikel 5

1. Artikel 5 moet grondig worden herzien om rekening te houden met opmerking 7 gemaakt bij artikel 1.

2. In paragraaf 2 heeft de zin "De uitgifte van de bankwaarborg wordt vastgesteld door de ondertekening door een kredietinstelling van de onherroepelijke verbintenis tot uitgifte van een bankwaarborg ..." geen enkele zin.

Bovendien heeft een persoonsgerichte eenzijdige rechtshandeling, zoals een autonome bankwaarborg, in principe uitwerking zodra daarvan kennis is gegeven aan

.../...

diegene waarvoor ze bestemd is, in het onderhavige geval de minister (1).

Voorgesteld wordt de tweede zin van paragraaf 2 als volgt te schrijven :

"De bankwaarborg heeft uitwerking zodra hij ter kennis is gebracht van de minister.".

Artikel 6

Paragraaf 1

1. Paragraaf 1 is nutteloos. Uit artikel 19, § 4, van de voormelde wet van 10 april 1990 en uit artikel 4 van het koninklijk besluit van 17 december 1990 (2) vloeit immers reeds impliciet en expliciet voort dat wanneer de administratieve geldboete niet betaald is binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de aangetekende brief waarmee kennis wordt gegeven van de beslissing waarbij het bedrag van de geldboete is vastgesteld, de waarborg kan worden aangesproken, tenzij de betrokken persoon binnen diezelfde termijn bij de rechtbank

(1) Zie onder meer C. MARTIN en M. DELIERNEUX, "Les garanties bancaires autonomes", R.P.D.B., Aanvulling VII, nr. 56, blz. 569.

(2) Het koninklijk besluit van 17 december 1990 "betreffende de administratieve geldboeten, bedoeld in artikel 19 van de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten".

van eerste aanleg beroep heeft ingesteld tegen de toepassing van de administratieve geldboete.

Bij een ministerieel besluit mag de termijn van dertig dagen vervat in het voormelde koninklijk besluit van 17 december 1990 niet worden vervangen door een termijn van veertig dagen.

In artikel 19, § 4, is weliswaar alleen sprake van de waarborgsom en niet van de bankwaarborg. Net zoals wat artikel 19, § 1, derde lid, tweede zin, betreft, heeft de wetgever verzuimd om in deze bepaling de wijzigingen aan te brengen die noodzakelijk zijn geworden door de aanneming van het voormelde amendement. Er kan evenwel worden aanvaard dat artikel 19, § 4, aldus geïnterpreteerd wordt dat die bepaling toepasselijk is op zowel de inhouding op de waarborgsom van het bedrag van de administratieve geldboete als op het aanspreken van de bankwaarborg.

Paragraaf 2

1. De woorden "In het geval" dienen te worden vervangen door het woord "Wanneer".

2. Doordat in de tekst zowel sprake is van de waarborgsom als van de bankwaarborg, is de uitdrukking "in mindering brengt" niet zo geschikt. De volgende redactie wordt voorgesteld :

.../...

"Wanneer de minister het totale bedrag of een gedeelte van de waarborgsom vermindert of de bankwaarborg aanspreekt ...".

3. De woorden "in het kader van en volgens de voorwaarden voorzien in artikel 19, § 4, van de wet" dienen als overbodig te vervallen.

4. In de Franse tekst dient de tweede zin te worden geredigeerd zoals wordt aangegeven in de Franse tekst van dit advies.

5. In fine zijn de woorden "het bedrag van de waarborg aan te vullen, ten belope van het bedrag dat in mindering is gebracht" niet geschikt, aangezien in de tekst zowel sprake is van de waarborgsom als van de bankwaarborg.

Paragraaf 3

1. Overeenkomstig het opschrift voorgesteld voor hoofdstuk III, schrijve men : "... vult het bedrag van de waarborg verder aan ...". Wat de Franse tekst betreft, dient rekening te worden gehouden met de opmerking in de Franse versie van dit advies.

.../...

2. Het zou nuttig kunnen zijn om in het ontwerp te bepalen of de onderneming die oorspronkelijk een waarborg heeft gestort de oorspronkelijk gestorte waarborgsom al dan niet kan aanvullen door het stellen van een bankwaarborg en omgekeerd.

3. De uitdrukking "of te voorzien in een bankwaarborg ten belope van het bedrag dat in mindering is gebracht" dekt niet alle gevallen die zich kunnen voordoen. Zo is het onder meer mogelijk dat de bank, in plaats van aanvullende waarborgen te stellen wanneer geldboeten zijn opgelegd, de oorspronkelijke waarborg liever telkens vernieuwt teneinde te voorkomen dat er onnodig te veel waarborgen komen.

Overigens is het beter de uitdrukking "te voorzien in een bankwaarborg" te vervangen door de uitdrukking "een bankwaarborg te stellen".

Artikel 7

1. De artikelen 7 en 10 zouden moeten worden ondergebracht in een hoofdstuk IV, met als opschrift "Wijziging van het bedrag van de waarborg".

Noch artikel 7, noch artikel 10 voorziet in de mogelijkheid van een verlaging van het bedrag van de bankwaarborg. Deze leemte behoort te worden aangevuld.

.../...

2. Het is niet voldoende alleen te verwijzen naar de onderneming die aanvankelijk een waarborg van vijfhonderdduizend frank heeft gesteld. De kans bestaat immers dat de betrokken onderneming eerst een waarborg van een miljoen frank heeft gesteld, maar dat die waarborg naderhand tot vijfhonderdduizend frank is teruggebracht ten gevolge van een inkrimping van het personeel.

Er wordt voorgesteld om het einde van het tweede lid bij het eerste lid te laten aansluiten en de bepaling beknopter als volgt te formuleren :

"Wanneer het bedrag van de waarborg overeenkomstig de criteria van artikel 19, § 1, derde lid, van de wet moet worden verhoogd wegens de uitbreiding van het personeel tijdens een bepaald jaar, past de bewakings- of beveiligingsonderneming haar waarborg aan vóór 1 juli van het jaar daarop."

3. Het tweede lid geeft aanleiding tot soortgelijke opmerkingen als die welke in de punten 2 en 3 zijn gemaakt over artikel 6, § 3. Zo is het mogelijk dat de bank in plaats van de bestaande waarborg aan te vullen liever een nieuwe waarborg ten belope van een miljoen frank stelt. Voorts wordt in het ontwerp niet bepaald of het mogelijk is een waarborgsom te combineren met een bankwaarborg.

.../...

Artikel 8

1. De Raad van State ziet niet in waarom alleen in de loop van de zevende maand volgend op die waarin de vergunning of de erkenning verstreken is om de terugbetaling van de waarborgsom zou kunnen worden verzocht. Er kan beter worden bepaald dat om de terugbetaling van de waarborgsom kan worden verzocht vanaf de zevende maand volgend op die waarin de vergunning of de erkenning verstreken is.

2. Het is niet nodig alle feiten waardoor de erkenning wordt beëindigd op te sommen. In elk geval is er een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse tekst ("opheffing") en de Franse tekst ("suspension") en is het beter alleen te verwijzen naar de intrekking. (Zie in dit verband de hierna volgende opmerking nr. 5).

3. Krachtens paragraaf 1 kan niet om de terugbetaling van de waarborgsom worden verzocht als de toepassing van een administratieve geldboete wordt betwist overeenkomstig artikel 19, § 4, van de wet, dit wil zeggen in een beroep bij de rechtbank van eerste aanleg, en wordt de terugbetaling van de waarborgsom door zulk een beroep geschorst. Die regels zijn alleen gerechtvaardigd als het bedrag van de omstreden administratieve geldboete overeenstemt met het saldo van de waarborgsom. In het andere geval mag de terugbetaling van de waarborgsom alleen worden geschorst voor het gedeelte dat met de betwiste geldboete overeenstemt, eventueel verhoogd met een provisie voor de gerechtskosten.

4. De opsomming vervat in paragraaf 2, eerste lid, behoort als volgt te worden gesteld : "- de volledige benaming ...; - een kopie van ... of een kopie van ...; - het nummer van de rekening waarop ... kan worden gestort.". Deze opmerking geldt mutatis mutandis ook voor artikel 10, derde lid.

5. In paragraaf 2, eerste lid, tweede streepje, is sprake van "het ministerieel besluit tot intrekking van de vergunning of erkenning". Wanneer het gaat om een aanvraag vanwege de bewakings- of beveiligingsonderneming, heerst er enige verwarring omtrent de gebruikte termen. In de artikelen 2, § 1, vijfde lid, en 4, derde lid, van de voormelde wet van 10 april 1990 is sprake van de opheffing van vergunningen en erkenningen, terwijl in artikel 10bis van het koninklijk besluit van 24 mei 1991 tot vaststelling van de regels aangaande de procedure tot schorsing of intrekking van de vergunningen of erkenningen bepaald in de wet van 10 april 1990 op de bewakingsondernemingen, de beveiligingsondernemingen en de interne bewakingsdiensten (1) de woorden "intrekking" en "besluit tot intrekking ..." worden gebruikt. Bijgevolg kan ervan uitgegaan worden dat de woorden "ministerieel besluit tot intrekking van de vergunning of erkenning" betrekking hebben op zowel de intrekking bij wijze van straf als de intrekking op verzoek van de bewakings- of beveiligingsonderneming.

(1) Het artikel 10bis is ingevoegd bij het koninklijk besluit van 27 januari 2000.

6. In paragraaf 2, tweede lid, behoort te worden geschreven "Het terug te betalen saldo" in plaats van "Het saldo ... dat wordt terugbetaald".

7. Paragraaf 2, tweede lid, bepaalt dat het terug te betalen bedrag gelijk is aan het bedrag "van de initieel gestorte waarborgsom" (men schrijve gewoon "van de waarborgsom", dat wil zeggen van de waarborgsom zoals die was bij de aanvraag om terugbetaling), "na eventuele aftrek van de opgelegde administratieve geldboetes".

In feite kunnen zich drie verschillende situaties voordoen :

- 1° ofwel is tegen de opgelegde administratieve geldboete beroep ingesteld; dat is het in paragraaf 1 bedoelde geval;
- 2° ofwel is meer dan een maand vóór de aanvraag om terugbetaling een geldboete opgelegd waartegen geen beroep is ingesteld; in dat geval is het bedrag van de geldboete normalerwijze reeds ingehouden door de Staat, zodat het resterende bedrag integraal kan worden terugbetaald;
- 3° ofwel is minder dan een maand vóór de aanvraag om terugbetaling een geldboete opgelegd; in dat geval dient te worden gewacht tot de beroepstermijn verstreken is.

.../...

Wanneer dan beroep wordt ingesteld, is het in paragraaf 1 bedoelde geval van toepassing. Wanneer geen beroep wordt ingesteld, kan de waarborgsom worden terugbetaald na aftrek van het bedrag van de geldboete.

Bijgevolg dient artikel 8, § 2, tweede lid, te worden gewijzigd teneinde daarin de noodzakelijke preciseringen aan te brengen.

8. Artikel 8 kan beter worden gesteld. Onder voorbehoud van de voorafgaande inhoudelijke opmerkingen, wordt voorgesteld artikel 8, § 1, eerste zin als volgt te redigeren :

"Art. § 1. De bewakings- of beveiligingsonderneming kan vanaf de zevende maand na die waarin de vergunning of de erkenning verstreken is om de terugbetaling van de waarborgsom verzoeken, ...".

De eerste zin van paragraaf 2 behoort als volgt te worden gesteld :

"§ 2. Het verzoek wordt bij aangetekende brief aan de minister gericht en bevat de volgende inlichtingen en documenten : ...".

.../...

Artikel 10

1. Er wordt verwezen naar opmerking nr. 1 die over artikel 7 is gemaakt.

2. Om de gedeeltelijke terugbetaling van de waarborgsom moet niet alleen kunnen worden verzocht wanneer de oorspronkelijke storting een miljoen frank bedroeg, maar ook in alle gevallen waarin het bedrag van de waarborgsom hoger is dan vijfhonderdduizend frank op het ogenblik waarop het aantal personen bedoeld in artikel 6 van de wet onder de vijf daalt.

Voorts ziet de Raad van State niet in waarom van een bewakings- of beveiligingsonderneming die een verlaging van haar waarborgsom wenst te verkrijgen, moet worden geëist dat ze haar verzoek indient voor het verstrijken van een bepaalde termijn. Zelfs wanneer het verzoek lang na de inkrimping van het personeel wordt ingediend, is er geen grond om niet op dat verzoek in te gaan.

Bijgevolg wordt voorgesteld om artikel 10 als volgt beknopt te redigeren :

"Art. Wanneer het bedrag van de waarborg overeenkomstig de criteria van artikel 19, § 1, derde lid, van de wet moet worden verlaagd wegens de inkrimping van het personeel tijdens een bepaald jaar, kan de bewakings- of beveiligingsonderneming vanaf 1 januari van het jaar daarop verzoeken haar waarborgsom terug te brengen tot een bedrag van vijfhonderdduizend frank.

.../...

Het verzoek wordt bij aangetekende brief aan de minister gericht en bevat de volgende inlichtingen en het volgende document :

(...)

3° het nummer van de rekening waarop het bedrag van de waarborgsom dat vijfhonderdduizend frank te boven gaat, kan worden gestort."

Artikel 11

1. De woorden "door de Minister van Binnenlandse Zaken verleende" dienen te vervallen.

2. Er wordt voorgesteld te schrijven :

"... stellen hun waarborg vóór het einde van het jaar na dat waarin dit besluit in werking treedt ... van dit besluit vastgestelde nadere regels."

Artikel 12

Er is geen enkele reden om af te wijken van de gewone regel inzake de inwerkingtreding van ministeriële besluiten. Artikel 12 dient bijgevolg te vervallen.

.../...

Slotopmerkingen

De redactie van de tekst behoort te worden verbeterd teneinde de regels van de wetgevingstechniek (1) na te leven.

Er behoort inzonderheid voor te worden gezorgd dat de volgende regels worden nageleefd.

1. Een artikel behoort niet in paragrafen te worden onderverdeeld wanneer elke paragraaf uit slechts één lid bestaat.
2. Wanneer in een lid een opsomming moet worden aangegeven, wordt daartoe de nummering "1°, 2°, enz." gebruikt, niet gewoon een aanduiding door middel van streepjes.
3. Terwijl een opsomming -en bijgevolg ook het laatste onderdeel van een opsomming - met een punt wordt afgesloten, moet op elk ander onderdeel van die opsomming een kommapunt volgen.
4. Wanneer in de tekst wordt verwezen naar een artikel van het ontwerp, behoort het nummer van dat artikel niet te worden gevolgd door de woorden "van dit besluit".
5. Voor het aangeven van een verplichting wordt het best gebruik gemaakt van de onvoltooid tegenwoordige tijd, niet van de onvoltooid toekomstige tijd of van constructies met "moeten" of "dienen te".

(1) Zie in dit verband de circulaire betreffende de wetgevingstechniek, bekendgemaakt op de web-site van de Raad van State (<http://www.raadvst-consetat.be>).

6. Een te veelvuldig gebruik van hoofdletters dient te worden vermeden. Wanneer bijvoorbeeld op algemene wijze wordt verwezen naar de titularis van een functie, dat wil zeggen zonder de persoon aan te wijzen die deze functie vervult, behoort gebruik te worden gemaakt van een kleine letter (1) (zoals bijvoorbeeld in artikel 11, waar "minister" behoort te worden geschreven).

(1) Zie de voormelde circulaire betreffende de wetgevingstechniek, laatste bladzijde.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

premier président,
eerste voorzitter,

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J. KIRKPATRICK,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté
par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La
note du Bureau de coordination
a été rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
de H. C. AMELYNCK, referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE
VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS